

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 183

28 janvier 2009

SOMMAIRE

Aardvark Investments S.A.	8740	Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR	8782
Aldebaran Holding S.A.	8739	Les Jardins du Luxembourg	8784
Amberlux S.A., SPF	8740	LuxPro	8743
Art Consult S.A.	8778	Macquarie Goodman Japan Logistics Fund FCP-FIS	8751
Bradshaw S.à r.l.	8778	Merina S.à r.l.	8783
Camberley Holdings S.A.	8743	Mold Systems S.A.	8783
Catella Financial Office (Luxembourg) S.A.	8743	MultiAssetFund	8750
Ceska Lipa S.A.	8742	Norccron Holding S.à r.l.	8782
C.P.F. Investissements S.A.	8742	Pierre Invest S.A.	8738
DS Care S.A.	8784	Société Civile Immobilière Promoplan ...	8783
EFCEHA BEHEER S.à r.l.	8751	St. Jude Medical Enterprise AB	8750
FORTIS PRIVATE REAL ESTATE HOLDING S.A. ou en abrégé FPRE HOLDING S.A.	8777	St. Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l.	8746
Fur Investments Holding S.A.	8738	St. Jude Medical Luxembourg S.à r.l.	8744
Gaius Multistrategy SICAV-SIF	8757	Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l.	8778
Geyser S.A.	8784	Tweedy, Browne Value Funds	8739
HAIG MB	8744	Vunos	8750
HAIG MB	8756	WP XII Investments S.à r.l.	8784
Immocris Holding	8738		
Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) Investors S.C.A.	8783		

Pierre Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 110.994.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra en date du 16 février 2009 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Etat des discussions avec la Direction Générale des Finances Publiques française suite à la proposition du 20 octobre 2008
2. Explication quant aux conséquences et impacts possibles pour la Société et ses actionnaires
3. Explications et raisons des suites et actions qui ont été entreprises par la Société suite à cette proposition du 20 octobre 2008
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009010457/506/17.

Fur Investments Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 4, rue Béatrix de Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 72.932.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 4, rue Béatrix De Bourbon, L-1225 Luxembourg, le 18 février 2009 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 septembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009010456/833/18.

Immocris Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 72.741.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le lundi 16 février 2009 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de M. André WILWERT de ses mandats d'administrateur, d'administrateur-délégué et de président du conseil d'administration et décharge.
2. Démission de M. Jean FELL de ses mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué et décharge.
3. Démission de M. Paul MARX de son mandat d'administrateur et décharge.
4. Nomination de M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.
5. Nomination de M. Massimo RASCHELLA, administrateur de société, né à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 avril 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.

6. Nomination de M. Gérard BIRCHEN, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009010458/29/26.

Aldebaran Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 10.491.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 25 février 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009003932/755/19.

Tweedy, Browne Value Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.751.

We have the pleasure of inviting you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of TWEEDY, BROWNE VALUE FUNDS (the "Company"), which will be held at the registered office of the Company at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg on 10 February 2009 at 10.00 a.m., with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditors for the fiscal year ended September 30, 2008.
2. Approval of the audited financial statements of the Company and the allocation of the results for the fiscal year ended September 30, 2008.
3. Discharge to be granted to the Directors in relation to their activities during the year ended September 30, 2008.
4. Re-election of the following Directors for the ensuing fiscal year until the next Annual General Meeting to be held in 2010:
Mr William Browne
Mr Kurt Gubler
Mr Nicolaus Bocklandt
5. Re-election of Ernst & Young S.A. as Independent Auditor until the next Annual General Meeting to be held in 2010.
6. Approval of the allocation of an annual compensation to the external Directors.
7. Any other business which may be properly brought before the meeting.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2009006548/755/27.

Amberlux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 40.492.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 16 février 2009 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert de siège,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009010460/833/19.

Aardvark Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 8.935.

Convocation à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 6 février 2009 à 11.30 heures dans les bureaux de Wilson Associates, 11 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, ayant pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports annuels du Conseil d'Administration et de l'Auditeur Indépendant pour la société et le groupe pour l'exercice arrêté au 30 septembre 2008.
2. Présentation et approbation des comptes annuels de la société et des comptes consolidés du groupe au 30 septembre 2008 et affectation des pertes nettes de la société.
3. Décision de continuer les activités de la société conformément à l'art. 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
4. Décharge pour les mandats des Administrateurs de la société et du Réviseur Indépendant de la société et du groupe pour l'exercice arrêté au 30 septembre 2008.
5. Election statutaire du Réviseur Indépendant de la société et du groupe pour une durée d'un an.
6. Divers.

Convocation à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 6 février 2009 à 12.00 heures dans les bureaux de Wilson Associates, 11 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, ayant pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Apurement des pertes reportées des exercices antérieurs par compensation avec la réserve non distribuable.
A la clôture du 30 septembre 2007, les pertes accumulées de la Société se chiffrent à 9.309.247 USD, qu'il conviendra de prélever sur la réserve non distribuable, dont le montant atteint 19.226.103 USD au 30 septembre 2008, et qui, après la proposition visant à apurer les pertes des exercices antérieurs affichera un montant de 9.916.856 USD.
2. Changement de la devise fonctionnelle du dollar US en euro
La devise fonctionnelle de la Société doit être changée du dollar américain en euro, avec entrée en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2008, sur la base d'un taux de change effectif équivalant au taux de clôture à mi-marché du 30 septembre 2008, à savoir 1 €: 1,4047 USD.
3. Conversion du capital social de la société en euro, fractionnement subséquent des actions et émission des actions gratuites.

Tant les actions ordinaires d'une valeur nominale USD5 chacune (1.572.898) que les actions autorisées (1.000.000.000) doivent être converties du dollar US en euros avec effet au 1^{er} octobre 2008, selon le taux de change de clôture à mi-marché du 30 septembre 2008, et par conséquent, chacune d'entre elles être fractionnée en trois actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,25 € chacune, et la différence fractionnaire de 299.670,27 € découlant de la conversion doit être imputée à la réserve non distribuée.

En outre, tous les actionnaires doivent recevoir une action gratuite pour chaque action détenue après la conversion et le fractionnement, le coût de 5.898.367,50 € pour les 4.718.694 actions gratuites étant imputable à la réserve non distribuée.

4. Proposition de changer la structure du capital social autorisé

La répartition du capital social autorisé sera changé afin d'être représenté par 2.990.000.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,25 € par action et 10.000.000 d'actions privilégiées sans droit de vote d'une valeur nominale de 1,25 € par action.

5. Abolition des actions au porteur

Il convient d'abolir la possibilité, pour les actionnaires, de demander l'émission ou la conversion des actions de la Société sous la forme d'actions au porteur et que les détenteurs existants d'actions au porteur ont une période de six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire pour convertir leurs actions au porteur en actions nominatives. Ensuite si les actions au porteur n'ont pas été converties le droit de vote sera suspendu jusqu'à la conversion des actions en actions nominatives.

6. En cas d'acceptation des résolutions 3, 4 et 5 les articles 5, 6 et 21 des statuts doivent être modifiés comme ci-dessous et un article supplémentaire concernant les droits se rapportant aux détenteurs des actions sans droit de vote doit être ajouté.

Art. 5. Capital. Le capital souscrit est fixé à onze millions sept cent quatre-vingt-seize mille sept cent trente-cinq euros (11.796.735 €), représenté par neuf millions quatre cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-huit (9.437.388) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 €) chacune. Les actions entièrement libérées auront la forme d'actions nominatives uniquement. La société peut créer des titres représentant un multiple d'une action ou des titres unitaires. Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Art. 6. Capital autorisé. (Le premier paragraphe doit être modifié comme suit) Le capital social autorisé est fixé à trois milliards sept cent cinquante millions d'euros (3.750.000.000 €), représenté par trois milliards (3.000.000.000) d'actions ayant chacune une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 €) chacune comprenant 2 milliard neuf cent quatre-vingt-dix millions (2.990.000.000) d'actions ordinaires et dix millions (10.000.000) d'actions privilégiées sans droit de vote.

Les actions préférentielles sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social, et elles doivent conférer, en cas de répartition des bénéfices, le droit à un dividende privilégié et récupérable correspondant à un pourcentage de leur valeur nominale qui sera fixée avant toute émission, sans préjudice du droit qui peut leur être accordé dans la répartition du surplus des bénéfices, elles doivent conférer un droit privilégié au remboursement de l'apport, sans préjudice du droit qui peut leur être accordé dans la distribution du bénéfice de liquidation. Si l'une des conditions précédentes cesse d'être remplie elles auront les mêmes droits de vote que ceux conférés aux actions Ordinaires.

Les actionnaires détenteurs d'actions sans droit de vote auront le droit de voter dans toute assemblée générale qui est appelée à se prononcer sur:

- * L'émission de nouvelles actions jouissant de droits privilégiés;
- * La fixation du dividende privilégié récupérable attaché aux actions sans droit de vote;
- * La conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en actions ordinaires;
- * La réduction du capital de la société;
- * Le changement de l'objet social de la société ;
- * L'émission d'obligations convertibles;
- * La dissolution anticipée;
- * La transformation de la société en une autre forme juridique.

Au cas où les dividendes privilégiés et récupérables n'ont pas, malgré l'existence de bénéfice disponible à cet effet, été payés dans leur intégralité pour quelque cause que ce soit, pendant deux exercices successifs et cela jusqu'au moment où les dividendes auront été intégralement récupérés, ils auront les mêmes droits de vote dans toute assemblée que les détenteurs d'actions ordinaires.

Les détenteurs d'actions préférentielles sans droit de vote ont le droit de recevoir tous les avis, les rapports et les documents qui doivent être envoyés ou notifiés aux actionnaires ordinaires et ce dans les délais prescrits à cet effet.

Art. 21. Admission à l'assemblée. Les propriétaires de titres nominatifs doivent faire connaître, par lettre adressée au siège social, leur intention d'assister à l'assemblée des actionnaires, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Le conseil d'administration peut réduire ce délai ou dispenser de l'observation de cette formalité.

7. Devise de paiement des dividendes.

L'Article 29. 8 des statuts doit être modifié comme suit:

Le paiement des dividendes a lieu aux moments et aux endroits spécifiés par le Conseil d'Administration. Les dividendes sont payés en euros ou, sur décision du Conseil d'Administration, en toute autre devise. Le Conseil d'Administration fixera le taux de change applicable pour la conversion des dividendes dans la devise de paiement.

8. Renumérotation des articles des statuts

9. Divers

Droits des actionnaires et conditions de quorum

L'assemblée générale extraordinaire peut avoir lieu sur première convocation pour autant que 50% des actions émises au moins soient présentes ou représentées par une personne munie d'une procuration. Les résolutions soumises au vote doivent être approuvées par au moins 2/3 des actions présentes ou représentées par une personne munie d'une procuration. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, il convient de convoquer une seconde assemblée en envoyant deux avis à quinze jours d'intervalle. Aucune exigence de quorum n'est fixée pour la seconde assemblée. Toutefois, les résolutions peuvent uniquement être adoptées par approbation d'au moins 2/3 des actions présentes ou représentées par une personne munie d'une procuration.

Conformément à l'article 21 des statuts de la Société, les propriétaires de titres au porteur doivent effectuer le dépôt de leurs certificats au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée des actionnaires, auprès de DEXIA Banque Internationale à Luxembourg SA, 69 Route d'Esch, Luxembourg, ou d'ING Banque SA, 24 Avenue Marnix, Bruxelles, ou de toute autre banque.

Conformément à l'article 21 des statuts de la Société, les propriétaires de titres nominatifs doivent faire connaître, par lettre adressée au siège social, leur intention d'assister à l'assemblée des actionnaires, cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Conformément à l'article 22 des statuts de la Société, tout actionnaire désireux de nommer un représentant doit déposer une procuration au siège social de la Société au moins cinq jours avant la date de l'assemblée.

Les comptes annuels audités 2008 et le rapport des administrateurs sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse <http://www.aardvarinvestments.com/investor.php> sous l'onglet Investor Relations.

Vous pouvez également obtenir une version papier de l'ordre du jour en contactant l'agent teneur du registre de la société, à l'adresse EXPERTA Corporate and Trust Services S.A. Luxembourg, 180 Rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, ou par téléphone au (352) 26 92 55 1 ou encore par télécopie au (352) 26 92 55 3641.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009003930/1017/126.

C.P.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 107.579.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le vendredi 6 février 2009 à 14.15 heures au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009006892/1267/14.

Ceska Lipa S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 99.780.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 6 février 2009 à 10.30 heures par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à JUNGLINSTER, et pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du Commissaire vérificateur.

2. Décharge au Liquidateur et au Commissaire vérificateur.
3. Clôture de la liquidation et désignation de l'endroit où les documents de la société seront déposés et conservés pendant la période légale de cinq ans.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Ceska Lipa S.A. (en liquidation).

Référence de publication: 2009003281/545/18.

Camberley Holdings S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 46.904.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu au siège social de la société le 6 février 2009 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- D'entendre et d'approuver le rapport du Commissaire à la liquidation;
- D'approuver les comptes de la Société à la date de sa liquidation;
- De donner décharge au Liquidateur et au Commissaire de la liquidation pour l'exécution de leurs fonctions et activités de liquidation;
- De décider de la clôture de liquidation;
- De décider que les livres et les registres de la Société seront détenus pendant une période de cinq (5) années à l'ancien siège social.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le liquidateur.

Référence de publication: 2009006124/565/20.

Catella Financial Office (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2740 Luxembourg, 1, rue Nicolas Welter.
R.C.S. Luxembourg B 132.097.

An EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company will be held at 1, rue Nicolas Welter, L-2740 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 05.02.2009, at 11:00 Hrs, with the following agenda:

Agenda:

1. To dissolve and to put the Company into liquidation.
2. To appoint Mr Mikael Bengtsson as the Company's liquidator.
3. To determine the powers to be given to the liquidator and the remuneration of the liquidator.
4. Miscellaneous.

The contact details of the Company are as follows:

CATELLA FINANCIAL OFFICE (LUXEMBOURG) S.A.
1, rue Nicolas Welter, L-2740 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
Fax: + 352-26 44 20 600
Attention: Mr Mikael Bengtsson

Luxembourg, 05.01.2009.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009006893/267/21.

LuxPro, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 12.12.2008 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im Dezember 2008.

DJE Investment S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008156972/1367/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05859. - Reçu 72,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

HAIG MB, Fonds Commun de Placement.

SONDERREGLEMENT

Das Sondervermögen HAIG MB wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den HAIG MB ist das Allgemeine Verwaltungsreglement, das am 23. Dezember 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses Allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 28. Januar 2009 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des HAIG MB, das am 23. Dezember 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxembourg, den 23. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009004460/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 janvier 2009, réf. LSO-DA01838. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2009.

St. Jude Medical Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.620.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 105.106.

DISSOLUTION

In the year two thousand and eight, on the eighteenth day of December.

Before us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch sur Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

St. Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the Sole Shareholder), duly represented by Gabriel de La Bourdonnaye, lawyer, residing in 33 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 18 December 2008.

The said proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, through its proxy holder has requested the notary to state that:

- it is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of "St. Jude Medical Luxembourg S.à r.l.", registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B105.106, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg (the Company);

- the Company has been incorporated pursuant to a deed of Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, dated 29 November 2004, published in the Official Gazette (Journal Officiel du Grand Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 305 dated 7 April 2005 on page 14625; and which bylaws have been last amended pursuant to a deed of Henri Hellinckx, notary prenamed, dated 17 December 2004 published in the Mémorial C number 456 of 17 Mai 2005.

- the Company's capital is set at USD 13,620,000 (thirteen million six hundred and twenty thousand United States Dollars) represented by 340,500 (three hundred and forty thousand five hundred) shares with a par value of USD 40 (forty United States Dollars) each, all entirely subscribed and fully paid in;
- the Sole Shareholder, as final beneficial owner of the operation, hereby resolves to proceed with the dissolution of the Company with immediate effect;
- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;
- the audited annual accounts for the period started on 1 January 2008 and ended on 17 December 2008 (the Accounts) have been approved by the Sole Shareholder on 18 December 2008;
- the Accounts will remain attached to the present deed;
- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that (i) the activity of the Company has ceased; (ii) the Sole Shareholder is the sole creditor of the Company; (iii) the tax liabilities of the Company, which mainly consist in a tax reserve (and not in a due and payable debt) covering the Income tax of Communities (Impôt sur le Revenu des Collectivités), the Municipal Commercial Tax (Impôt Commercial Communal) and the Wealth tax (Impôt sur la Fortune), are assumed by the Sole Shareholder, and (iv) the Sole Shareholder is vested with all the assets of the Company and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;
- the report of the liquidator will remain attached to the present deed;
- the Company is hereby liquidated and that the liquidation is closed;
- it grants full discharge to the managers of the Company for their mandates up to this date; and
- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years at 6, rue Heine L-1720 Luxembourg.

Whereas this notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French version, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the mandatory of the appearing person, said mandatory signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire, de résidence à Esch sur Alzette.

A COMPARU:

St Jude Médical Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine L-1720 Luxembourg, en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'Associé Unique), représentée par Gabriel de La Bourdonnaye, avocat, résidant au 33, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'une procuration émise à Luxembourg le 18 décembre 2008.

Laquelle procuration après paraphe ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

* L'Associé Unique est le seul associé de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination "St. Jude Medical Luxembourg S. à r. l.", enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.106, avec siège social au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg (la Société);

* la Société a été constituée suivant acte de Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 29 novembre 2004, publié au Journal Officiel du Grand Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 305 du 7 avril 2005, à la page 14625; dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire prénommé, en date du 17 décembre 2004 publié au Mémorial C numéro 456 du 17 mai 2005.

* le capital social de la Société est de USD 13.620.000 (treize millions six cent vingt mille dollars des Etats-Unis), réparti en 340.500 (trois cent quarante mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 40 (quarante dollars des Etats-Unis) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées;

* par la présente, l'Associé Unique, en qualité de bénéficiaire économique final de l'opération, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

* l'associé unique assume le rôle de liquidateur de la Société (le Liquidateur);

* les comptes annuels révisés pour la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant au 17 décembre 2008 (les Comptes) ont été approuvés par l'Associé Unique le 18 décembre 2008;

* Les Comptes sont annexés aux présentes;

* l'Associé Unique en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que (i) l'activité de la Société a cessé; (ii) l'Associé unique est le seul créancier de la Société, (iii) les dettes fiscales de la Société, qui consistent principalement en une provision

fiscale (et non d'une dette due et exigible) visant à couvrir l'Impôt sur le Revenu des Collectivités, l'Impôt Commercial Communal et l'Impôt sur la Fortune qui pourrait être dus par la Société, sont prises en charge par l'Associé Unique et (iv) l'Associé Unique est investi de tout l'actif de la Société et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

- * le rapport du Liquidateur est annexé aux présentes;
- * la Société est ainsi liquidée et la liquidation est clôturée;
- * l'Associé Unique donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leurs mandats jusqu'à ce jour; et
- * les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq (5) ans au 6, rue Heine L-1720 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: De La Bourdonnaye, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 22 DEC. 2008. Relation: EAC/2008/15595. - Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 07 janvier 2009.

F. Kessler.

Référence de publication: 2009009357/219/106.

(090011743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

St. Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 29.735.200,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 143.811.

In the year two thousand eight, the sixteenth day of December, before Me Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared for an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of St Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register;

St Jude Medical Bermuda GP, a general partnership incorporated under the laws of Bermuda, having its registered office at Milner House, 18 Parliament Street, P.O. Box HM 1561, Hamilton HM FX, Bermuda, (the Sole Shareholder);

hereby represented by Gabriel de La Bourdonnaye, lawyer residing in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal given on 15 December 2008.

Such proxy, after having been initialled ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That 500 (five hundred) shares having a nominal value of USD 40 (forty United States Dollars) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company;
2. Subscription to and payment in kind of the share capital increase specified above (see item 1.) by way of the contribution of the Sole Shareholder of 1% of the shares owned by it in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. to the Company;
3. Subsequent amendment of article 4 of the articles of association of the Company (the Articles);
4. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in item 2. and 3. above; and
5. Miscellaneous.

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of USD 29,715,200 (twenty-nine million seven hundred and fifteen thousand two hundred United States Dollars) in order to bring the share capital from its present amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) represented by 500 (five hundred) shares with a par value of USD 40 (forty United States Dollars) each, to an amount of USD 29,735,200 (twenty-nine million seven hundred and thirty-five thousand two hundred United States Dollars) by way of the creation and issuance of 742,880 (seven hundred and forty-two thousand eight hundred and eighty) new shares of the Company with a par value of USD 40 (forty United States Dollars) and the Sole Shareholder hereby issues such new shares (the New Shares).

Second resolution

The Sole Shareholder accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

St Jude Medical Bermuda GP, prenamed, declares to (i) subscribe to 742,880 (seven hundred and forty-two thousand eight hundred and eighty) new shares to the increase of the share capital of the Company and (ii) fully pay up such New Shares by way of a contribution in kind consisting of 3,405 shares in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. at its respective at their fair market value (the Contribution in Kind).

It results from a certificate issued by the management of St Jude Medical Bermuda GP that:

1. the shares in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. are in registered form;
2. the shares in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. are fully paid up;
3. it is solely entitled to the shares in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. and has the power to dispose of them;
4. in accordance with the share register and other records of St Jude Medical Luxembourg S.à r.l., (i) its shares are not encumbered with any pledge, lien, usufruct or other encumbrance, (ii) there exist no rights to acquire any pledge or usufruct on the shares and (iii) the shares are not subject to any attachment;
5. there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the shares in St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. be transferred to him/her/it;
6. all formalities required in Luxembourg subsequent to the contribution in kind of the shares of St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. at the occasion of the share capital increase of the Company have been or will be effected upon receipt of a certified copy of the relevant deed from the officiating notary; and
7. the shares of St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. to be contributed in exchange for the newly issued share of the Company have been valued by reference to their fair market value at USD 29,715,200 (twenty-nine million seven hundred and fifteen thousand two hundred United States Dollars).

A copy of the above certificate, after having been initialled *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered with it.

As a result of the above capital increase, the Sole Shareholder records that the share holdings in the Company after the capital increase are as follows:

Name of the Shareholder	Number of shares
St Jude Medical Bermuda GP	743,380
Total of shares:	743,380

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 4 of the Articles in order to reflect the above resolutions so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 4. Capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at twenty-nine million seven hundred and thirty-five thousand two hundred United States Dollars (USD 29,735,200), represented by seven hundred and forty-three thousand three hundred and eighty (743,380) shares having a nominal value of forty United States Dollars (USD 40) per share each."

Fourth resolution

The Meeting resolves (i) to amend the share register of the Company in order to record the number of shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

The Meeting furthermore resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to proceed to any formalities in connection with the issuance of shares of the Company to the Sole Shareholder with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the third and fourth resolutions.

Tax exemption

Insofar as the Company holds as of the date of this deed more than 65% (sixty-five per cent) of St Jude Medical Luxembourg S.à r.l., the Company refers to article 4-2 of the law dated December 29, 1971 (Mém. A 1971, p. 2733), as amended, which provides for the capital duty exemption of such contribution.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately SIX THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 6,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le seize décembre, par-devant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu pour une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de St Jude Medical Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg:

St Jude Medical Bermuda GP, un partenariat général, constitué d'après le droit des Bermudes, ayant son siège social au Milner House, 18 Parliament Street, P.O. Box HM 1561, Hamilton HM FX, Bermuda (l'Associé Unique)

ici représentée par Gabriel de La Bourdonnaye, avocat demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 décembre 2008.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que 500 (cinq cent) parts sociales d'une valeur nominale de USD 40 (quarante Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après ;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit :

1. Augmentation du capital social de la Société;
2. Souscription et paiement en nature de l'augmentation du capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par le biais de l'apport à la Société de 1% des parts sociales détenues par l'Associé Unique dans St Jude Medical Luxembourg S.à r.l.;
3. Modification consécutive de l'article 4 des statuts de la Société (les Statuts);
4. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter l'émission des nouvelles parts sociales telle que mentionnée aux points 2. et 3. ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives (en ce compris, afin d'éviter tout doute, le dépôt et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

5. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de USD 29.715.200 (vingt-neuf millions sept cent quinze mille deux cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de USD 20.000 (vingt mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de USD 40 (quarante Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune, à un montant de USD 29.735.200 (vingt-neuf millions sept cent trente-cinq mille deux cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique), par voie de l'émission de 742.880 (sept cent quarante-deux mille huit cent quatre-vingt) parts sociales nouvelles de la Société, ayant une valeur nominale de USD 40 (quarante Dollars des Etats-Unis d'Amérique) et l'Associé Unique émet ces nouvelles parts sociales (les Nouvelles Parts Sociales).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide en outre d'approuver la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

St Jude Medical Bermuda GP, prénommée, déclare (i) souscrire à 742.880 (sept cent quarante-deux mille huit cents quatre-vingt) parts sociales nouvelles à l'augmentation du capital social de la Société et (ii) libérer et payer ces Nouvelles Parts Sociales par le biais d'un apport en nature consistant en 3.405 parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. d'après leurs valeurs de marché (l'Apport en Nature):

Il résulte d'un certificat émis par le conseil de gérance de St Jude Medical Bermuda GP que:

1. les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. sont nominatives;
2. les parts de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. sont entièrement libérées ;
3. St Jude Medical Bermuda GP peut seule exercer les droits sur les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. et a le pouvoir de s'en défaire ;
4. conformément au registre d'associés, (i) les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. ne font l'objet d'aucun gage, droit de rétention, droit de jouissance, ni d'aucun autre droit, (ii) il n'existe aucun droit permettant d'acquérir un gage ou un droit de jouissance sur les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. et (iii) celles-ci ne font l'objet d'aucune saisie;
5. il n'existe aucun droit de préemption ni aucun autre droit en vertu duquel une personne quelconque peut exiger que les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. lui soient cédées;
6. les formalités requises au Luxembourg en conséquence de l'apport en nature des parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. à l'occasion de l'augmentation de capital social de la Société ont été ou seront effectuées dès réception d'une copie certifiée conforme de l'acte correspondant émis par le notaire instrumentaire; et
7. les parts sociales de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l. apportées en échange de 742.880 (sept cent quarante-deux mille huit cent quatre-vingt parts sociales nouvellement émises de la Société ont été évaluées d'après leurs valeurs de marché à USD 29.715.200 (vingt-neuf millions sept cent quinze mille deux cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique).

Un exemplaire du certificat susmentionné, après avoir été paraphé ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte afin d'être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide d'acter que l'actionnariat de la Société après l'augmentation du capital est désormais le suivant:

Nom de l'Associé	Nombre de parts sociales
St Jude Medical Bermuda GP	743.380
Total de parts sociales:	743.380

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 4 des Statuts de la Société afin d'y refléter les résolutions ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de USD 29.735.200 (vingt-neuf millions sept cents trente-cinq mille deux cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique), représenté par 743.380 (sept cent quarante-trois mille trois cent quatre-vingt) parts sociales d'une valeur nominale de USD 40 (quarante Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nouveau nombre de parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique, et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder individuellement, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

L'Assemblée décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission des parts sociales de la Société à auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, et plus généralement, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement de la troisième et de la quatrième résolution.

Exemption fiscale

Dès lors que la Société détient à la date du présent acte plus de 65% (soixante-cinq pour cent) des parts de St Jude Medical Luxembourg S.à r.l., la Société demande, en accord avec l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 (Mém. A 1971, p. 2733), ainsi que modifiée, l'exonération du droit d'apport relativement au présent apport.

Estimation des frais

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à SIX MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 6.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: De La Bourdonnaye, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 24 décembre 2008, Relation: EAC/2008/15807. - Reçu douze euros 12,- €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 07 janvier 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009009358/219/211.

(090008126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Vunos, Fonds Commun de Placement.

Liquidationsbekanntmachung

Wir möchten hiermit darüber informieren, dass das Sondervermögen Vunos (FCP) mit dem Teilfonds "VUNOS - GLOBAL" mit Wirkung zum 6. Januar 2009 liquidiert wurde.

Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das Sonderreglement des Teilfonds traten mit Wirkung zum 6. Januar 2009 ausser Kraft.

Luxemburg, im Januar 2009.

Axxion SA

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2009010459/755/12.

MultiAssetFund, Fonds Commun de Placement.

Die Verwaltungsgesellschaft hat im Interesse der Anteilhaber auf Grund des derzeitigen Fondsvolumens, welches eine wirtschaftliche Verwaltung des Sondervermögens nicht mehr gewährleistet, beschlossen, das Sondervermögen mit Wirkung zum 28. Februar 2009 wie folgt zu fusionieren:

Zu verschmelzender Fonds:

MultiAssetFund

LU0241308518

Aufnehmender Teilfonds*:

cominvest Best-in-One Balanced

LU0072229809

*Der aufnehmende Teilfonds ist Teil des ebenfalls von der cominvest Asset Management S.A. verwalteten Umbrella-Fonds cominvest Best-in-One, einem Rechtskonstrukt nach Teil I des Gesetzes von 2002.

[...]

Luxemburg, den 23. Januar 2009.

cominvest Asset Management S.A.

Référence de publication: 2009010376/267/14.

St. Jude Medical Enterprise AB, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 93.667.

La Société a été constituée le 31 août 1994 et les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et la dernière fois, aux termes d'un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 2007, publié au Mémorial C - n° 754 du 28 mars 2008.

CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 décembre 2008, enregistré à Esch/Alzette A.C., le 24 décembre 2008, Relation: EAC/2008/15805,

qu'il a été procédé à la clôture de la liquidation de la société à responsabilité limitée St. Jude Medical Enterprise AB, une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de Suède et ayant son siège social à Järfälla, Suède et son principal établissement et lieu de gestion effective 6 rue Heine à L-1720 Luxembourg et inscrite au registre de commerce

et des sociétés de Luxembourg sous le n° 93.667 et que la société St. Jude Medical Enterprise AB, prénommée, a définitivement cessé d'exister,

que les livres et documents sociaux de la Société sont déposés et conservés pendant cinq ans, à partir de la date de la publication des présentes dans le Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à l'adresse suivante: 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 13 janvier 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009009359/219/25.

(090011671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2009.

Macquarie Goodman Japan Logistics Fund FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Das Verwaltungsreglement wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

The management regulations has been filed with the Luxembourg trade and companies register.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg le 28 janvier 2009.

MGJL Management (Lux) S.à r.l.

By virtue of a delegation of powers

Catherine Martougin

Référence de publication: 2009005816/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02695. - Reçu 74,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

EFCEHA BEHEER S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 143.923.

STATUTES

In the year two thousand eight, on the sixteenth day of December.

Before us Maître Gérard LECUIT, notary public residing in Luxembourg,

There appeared:

Mrs Cécile DIVERCHY, private employee, residing professionally at L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, acting on behalf of NIKKEI N.V., having its registered office at J.A. Abraham Boulevard 73, Bonaire, Netherlands Antilles, being the sole shareholder of EFCEHA Beheer B.V. (the "Company"), a limited liability company, having its registered office at NL-4651 EH Steenberg, Frederiksbolwerk 5, The Netherlands, incorporated pursuant to a deed of Maître F.J.M. KOMPIER, notary residing in Lisse, The Netherlands, dated 29 August 1995,

pursuant to a proxy on 15 December 2008.

The appearing person requested the notary to act the ratification of the resolutions taken by the sole shareholder of the Company at its meeting held in Steenberg on August 7, 2008 and August 14, 2008, which resolved, among others, (i) to transfer the place of effective management of the Company from The Netherlands to Luxembourg and (ii) to set the date of effectiveness of the transfer of the place of effective management of the Company from The Netherlands to Luxembourg as per this present notarial meeting at 16 December 2008, in compliance with the provisions of Luxembourg laws and rules governing the status of a legal entity, maintained without discontinuance in accordance with such laws.

The minutes of said extraordinary meetings of the sole shareholder of the Company as well as a declaration of the board of directors of the Company stating that the fair market value of the Company as per 16 December 2008 is fixed at 5,614,312.37 EUR, after signature "ne varietur" by the appearing person and the notary, shall remain attached to the present deed, together with the proxy, and shall be filed at the same time with the registration authorities.

Thereupon, the appearing person, representing the sole shareholder of the Company, further requested the notary to state that:

1. The place of effective management of the Company is hereby transferred from The Netherlands to Luxembourg as of December 16, 2008 and the Company adopts the Luxembourg nationality as of the same day.

2. The business and administrative seat and the principal establishment of the Company are set in L-2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

3. Mr. Jean-Michel HAMELLE, Mr Keith LLOYD and Mr Alain TIRCHER are appointed as managers of the Company as per December 16, 2008.

4. The Company adopts the form of a "société à responsabilité limitée".

5. The Company proceeds to a total update of its Articles of Association, which shall henceforth be worded as follows:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises of the group any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "EFCEHA BEHEER" S.à r.l.

Art. 5. The Company has its registered office in Steenbergen - The Netherlands.

It shall have its main office and principal place of business at Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles, and it may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in The Netherlands and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is fixed at eighteen thousand two hundred Euro (18.200.- EURO) represented by one hundred and eighty-two (182) shares of one hundred Euro (100.- EURO) each, all subscribed and fully paid-up.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the first of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

By way of derogation of Article 15 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from the close of the previous accounting year to 31 December 2009.

Valuation - Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately FOUR THOUSAND EURO (4,000.- EUR).

For the purpose of registration, it is stated that this transfer of the place of effective management of the company to Luxembourg is exempt from the contribution duty (droit d'apport) according to Article 3, paragraph 2 of the law of 29th December, 1971, "concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement", as amended.

Extraordinary general meeting

The appearing person, representing the sole shareholder of the Company, has henceforth adopted the following resolutions:

- 1) The meeting appoints as managers of the Company:
 - a) Mr. Jean-Michel HAMELLE, chartered accountant, born in Reims (France) on 13 September 1962, residing at L-6719 Grevenmacher, 11, rue du Centenaire,
 - b) Mr Keith LLOYD, company director, born in Liverpool (UK) on 6 May 1944, residing at GY1 1RT Guernsey, Les Pageots, Brock Road, St Peter Port,
 - c) Mr Alain TIRCHER, company director, born in Watermael-Boitsfort (Belgium) on 13 March 1959, residing at L-2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

The duration of their mandates is unlimited.

- 2) The place of effective management of the Company is established in L-2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French version, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the person appearing, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil huit, le seize décembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Cécile DIVERCHY, employée privée, demeurant professionnellement à L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer,

agissant pour le compte de NIKKEI N.V., une société ayant son siège à J.A. Abraham Boulevard 73, Bonaire, Netherlands Antilles, étant le seul associé de EFCEHA Beheer B.V. (la "Société"), une société anonyme avec siège social à NL-4651 EH Steenberg, Frederiksbolwerk 5, Pays-Bas, constituée suivant acte reçu par Maître F.J.M. KOMPIER, notaire de résidence à Lisse, Pays-Bas, en date du 29 août 1995,

en vertu d'une procuration donnée le 15 décembre 2008.

La personne comparante a requis le notaire d'acter la ratification des résolutions prises par l'associé unique de la Société tenue à Steenberg le 7 août 2008 et le 14 août 2008, qui a décidé, entre autres, (i) de transférer le principal établissement de la Société des Pays-Bas vers le Luxembourg et (ii) de fixer la date de prise d'effet du principal établissement de la Société des Pays-Bas vers le Luxembourg à la date de la présente assemblée, le 16 décembre 2008, dans le respect des dispositions des lois luxembourgeoises et règles gouvernant le statut d'une entité juridique, maintenue sans discontinuation conformément aux dites lois.

L'original des procès-verbaux des dites assemblées extraordinaires de l'associé unique de la Société ainsi qu'une déclaration du conseil de gérance de la Société déclarant que la valeur de marché de la Société au 16 décembre 2008 est de 5.614.312,37 EUR, après signature "ne varietur" par la personne comparante et le notaire, resteront annexées au présent acte ensemble avec la procuration pour être soumise en même temps aux formalités d'enregistrement.

Là-dessus, la personne comparante, représentant l'actionnaire unique, a en plus requis le notaire d'acter que:

1. Le principal établissement de la Société est par les présentes transféré des Pays-Bas à Luxembourg avec effet au 16 décembre 2008, et la Société adopte la nationalité luxembourgeoise à partir du même jour.

2. Le siège administratif et d'exploitation et le principal établissement de la Société sont établis à L-2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

3. Monsieur Jean-Michel HAMELLE, Monsieur Keith LLOYD et Monsieur Alain TIRCHER sont nommés comme gérants de la Société à partir du 16 décembre 2008.

4. La Société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée.

5. La Société procède à une refonte totale de ses statuts qui auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises du groupe tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "EFCEHA BEHEER" S.à r.l.

Art. 5. La Société a son siège social à Steenberg - Pays-Bas.

Elle aura son administration centrale et son principal établissement à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés

délibérant comme en matière de modification des statuts et pourra être déplacé à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant aux Pays-Bas qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à dix huit mille deux cents Euros (18.200.- EUR) représenté par cent quatre vingt deux (182) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100.- EUR) chacune, toutes soucrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfiques nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,

2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,

3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.

4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 15 des présents statuts, l'exercice social en cours commence à la date de la fin de l'exercice social précédent et finira le 31 décembre 2009.

Evaluation - Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte, sont estimés approximativement à QUATRE MILLE EURO (4.000.- EUR).

Pour les besoins de l'enregistrement, il est constaté que le transfert du principal établissement de la société à Luxembourg est exempt du droit d'apport conformément à l'article 3 alinéa 2 de la loi du 29 décembre 1971, concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, telle qu'elle a été modifiée.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la personne comparante, représentant l'associé unique de la Société, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés comme gérants de la Société:

a) Monsieur Jean-Michel HAMELLE, expert comptable, né à Reims (France) le 13 septembre 1962, demeurant à L-6719 Grevenmacher, 11, rue du Centenaire,

b) Monsieur Keith LLOYD, administrateur de société, né à Liverpool (UK) le 6 mai 1944, demeurant à GY1 1RT Guernsey, Les Pageots, Brock Road, St Peter Port,

c) Monsieur Alain TIRCHER, administrateur de société, né à Watermael-Boitsfort (Belgique) le 13 mars 1959, demeurant à L-2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

La durée de leurs mandats est illimitée.

2) Le siège du principal établissement de la Société est établi à -2538 Luxembourg, 1, Rue Nicolas Simmer.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DIVERCHY, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2008. LAC/2008/51141. Reçu: douze euros (12.- €).

Le Receveur ff. (signé): F.SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009007003/220/289.

(090004812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

HAIG MB, Fonds Commun de Placement.

ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT

Das Sondervermögen HAIG MB wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 23. Dezember 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 28. Januar 2009 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxembourg, 23. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009004462/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 janvier 2009, réf. LSO-DA01835. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090003853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Gaius Multistrategy SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.886.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the twenty-second day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Augustus Asset Managers Limited, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at Bevis Marks House, London EC3A 7NE, United Kingdom.

here duly represented by Me Hermann Beythan, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 19 December 2008.

These proxy, after having been initialled and signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Gaius Multistrategy SICAV-SIF" (the "Company").

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 29.

Art. 3. The exclusive object of the Company is the collective investment of its funds in assets with the aim to diversify the investment risks and to have its shareholders benefit from the results of the management of their assets, in accordance with the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the "Law of 2007").

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007 as amended from time to time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad, by resolution of the board of Directors.

In the event that the board of Directors determined that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value. The Shares shall at any time be equal to the total net assets of the Company.

The minimum capital of the Company shall amount to one million two hundred and fifty thousand Euro (1,250,000.- Euro).

The board of Directors is authorised without limitation to issue securities at any time in accordance with Article 24 hereof, at the value per share as calculated in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The board of Directors may delegate to any Director of the Company (a "Director") or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares and to deliver these, remaining always within the provisions of the Law of 2007.

Such shares may, as the board of Directors shall determine, form different investment portfolios (each a "Subfund") which may, as the board of Directors shall determine, be denominated in different currencies. The board of Directors may also determine that within each such Subfund several categories of shares may be issued, having specific features such as distribution or accumulation shares or shares with specific fee structures or denominated in various currencies, as determined by the board of Directors and set forth in the prospectus of the Company.

The proceeds of the issue of shares of each Subfund shall be invested pursuant to Article 3 in securities or other assets, pursuant to the investment policy as the board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Company may, by way of a stock split resulting in a decreased net asset value per share, issue bonus shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Subfund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Subfunds.

Art. 6. Shares shall be issued in registered form only. If a shareholder requests that a confirmation of ownership be issued, the customary costs will be charged to him.

Registered shares may be issued in fractions of shares, which may be rounded in accordance with the provisions of the prospectus of the Company.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will in due course upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price receive title to the shares purchased by him and, upon application, obtain delivery of share confirmations.

Payments of dividends, if any, will be made, to shareholders at their address in the register of shareholders or to such address as has been notified to the Company in writing.

The owners of all issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the board of Directors. Such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, Subfund and category of shares held by him. Every transfer or redemption of a share shall be entered in the register of shareholders upon payment of a customary fee as shall be determined by the Company for such registrations.

Without prejudice to the restrictions on shareholding inherent to the Law of 2007, Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

The transfer of shares shall be effected by inscription in the share register of the transfer to be made by the Company upon delivery to the Company of the confirmation or confirmations (if any) representing such shares, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

All notices and announcements from the Company to the shareholders may be sent to the address that has been entered in the register of shareholders. In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that fractions of shares have been issued, such fraction shall be entered into the register of shareholders. Such fraction of share shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend and liquidation proceeds.

Art. 7. Shares shall only be issued to qualified investors, as defined in the Law of 2007 and as such term shall be applied by the relevant Luxembourg authorities from time to time, upon verification of such status and upon acceptance of the subscription by the Company. Every Shareholder must provide the Company with the confirmation and/or, as the case may be, proof of its (and, as the case may be, the beneficial owner's) status as a qualified investor in the meaning of the Law of 2007.

Without prejudice to the above, the board of Directors shall have the power to impose such restrictions on shares as it may think necessary to ensure that no shares of any Subfund or category of shares in the Company are acquired or held by a prohibited person ("Prohibited Person"):

(a) that is in breach of the laws or requirements of any country or governmental or regulatory authority or that is excluded from the holding of shares according to the provisions of the prospectus, or

(b) in circumstances which in the opinion of the board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

The Company may restrict or exclude the shareholding by a Prohibited Person. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") to the shareholder appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served to such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and his name shall be deleted in the share register;

(2) the price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the value of the shares of the relevant Subfund and category, determined in accordance with Article 23 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Subfund or category of shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest).

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

The Company may further compulsorily redeem the shares held by a person who does not, or no longer, qualify as a qualified investor under the Law of 2007.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall mean a citizen or resident of the United States of America (the "United States"), a partnership organised or existing in laws of any state, territory or possession of the United States, or a corporation organised under the laws of the United States, or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company respectively of any Subfund or category of shares thereof shall represent the entire body of shareholders of the Company respectively of any Subfund or category of shares. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company respectively of any Subfund or category of shares.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of shareholders.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, every year on the second Wednesday of May at 10 a.m. Luxembourg time. If such day is not a business day in Luxembourg, the general meeting takes place on the following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

A general meeting must be convened if shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Art. 10. Separate meetings of shareholders relating to a Subfund or a category of shares may be convened upon decision of the board of Directors. The quorum and majority requirements laid down in article 11 below shall apply mutatis mutandis. A separate meeting of shareholders may decide on any matters which relate exclusively to the relevant Subfund or category that are not by law or by these Articles attributed to the general meeting of shareholders or to the board of Directors. Resolutions of separate meetings of shareholders may not affect the position of the shareholders of other Subfunds or categories of shares.

Art. 11. The notice periods and formal requirements laid down by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole share of whatever Subfund or category of shares and regardless of the net asset value per share within the Subfund or category is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message or in any other form determined by the board of Directors.

Except as otherwise required by law or by Article 30 hereof, resolutions at a general meeting of shareholders or at a Subfund or category of shares meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes of shares present or represented.

The board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda. Such notice will be sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders, together with the reports of the board Directors and of the external independent auditor and the annual report. Such documents shall be made available for inspection at the registered office of the Company 15 days before the date of the annual general meeting of shareholders.

If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of Directors composed of not less than three members. Members of the board of Directors need not be shareholders of the Company. If the Company has one sole shareholder, the board of Directors may be composed of only one member.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of up to six years and their election may be renewed. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The mandate of any Director may be withdrawn by shareholders' vote at any time.

Art. 14. The board of Directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of Directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of the board of Directors. In his absence, the board of Directors appoints any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of Directors shall meet upon call by the chairman or by any two Directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall contain the agenda of the meeting.

Written notice of any meeting of the board of Directors shall be given in writing or by cable, telegram, telex or telefax to all Directors at least twenty four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Unless otherwise provided herein, the Directors may only act at duly convened meetings of the board of Directors.

This notice may be waived by the consent of each Director. No notice shall be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the board of Directors by appointing another Director as his proxy. The proxy shall be given in writing or by cable or telegram or telex or telefax or in any other form determined by the board of Directors.

Unless otherwise provided herein, the board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented, which may be by way of a telephone conference call or video conference call or in any other form determined by the board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company in whole or in part to any Director or to third persons. Such power may be withdrawn at any time.

The board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of Directors or not) as it thinks fit.

The board of Directors may, in its discretion, decide to appoint a consultative committee to assist it in the conduct of the Company's business. Such consultative committee shall not be entitled to represent the Company or to take any binding decisions on its behalf.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore who presided such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

If the board of Directors is composed of only one member, the resolutions of the sole Director shall be documented in writing.

Art. 16. The board of Directors shall have the broadest powers to perform all acts necessary and useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of Directors.

The board of Directors shall, based upon the compliance with the investment restrictions provided for by law, regulation or resolution of the board of Directors and upon the principle of spreading of risks, have, inter alia, the power to determine the investment policy and investment restrictions applicable to each Subfund.

The board of Directors may decide to invest all or portion of the Company's assets through one or more subsidiaries if deemed appropriate and in the best interest of the shareholders, provided an appropriate diversification of the investments is ensured (as the case may be, at the level of the subsidiaries).

Furthermore, the board of Directors may, in its discretion, decide that assets may be invested by way of co-management of assets, as described in the prospectus of the Company. Under a co-management agreement, investment and realization decisions can be made on a consolidated basis for the co-managed shares concerned. Each co-managed share holds a part of the co-managed assets corresponding to its value as a proportion of the total value of the co-managed assets. This proportional holding is applicable to each category of investments held or acquired under co-management, and its existence as such is not affected by investment and/or realization decisions. Additional investments will be allocated to the co-managed units in the same proportion, and sold assets deducted pro rata from the co-managed assets, held by each co-managed share.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such material interest to the board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder and is represented by one sole Director, any transaction entered into by the sole Director having a personal interest contrary to that of the Company shall be recorded in writing.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

Art. 18. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors.

If the board of Directors is composed of only one member, the Company shall be bound by the sole signature of the sole Director.

The Company will be bound by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the board of Directors.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Article 55 of the Law of 2007.

Art. 21. As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company.

The Company, on receiving on any Dealing Day (as defined in the prospectus of the Company for the relevant Subfund) redemption requests amounting to more than a certain percentage of shares then in issue, as may be defined in the prospectus, shall not be bound to redeem on any such Dealing Day more than the relevant number of shares. The Company may declare that redemptions exceeding such amount are deferred to a later Dealing Day, in accordance with the provisions stipulated therefore in the prospectus. In case of deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at the value per share prevailing at the date on which the redemption is effected.

The redemption price shall be paid within such time as shall be determined by the Board but in normal circumstances not later than 30 business days in Luxembourg following the relevant Dealing Day, at a redemption price based on the value per share of the relevant Subfund or category of shares, as defined in the prospectus plus any applicable redemption charge as disclosed in the Company's most recent prospectus.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or in any exceptional circumstances that the board of Directors, in its discretion, deems to make it impossible to transfer the redemption proceeds in accordance with the aforementioned time limit.

A written and irrevocable redemption request must be filed by the shareholder in writing with the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, on the relevant date and before the relevant redemption deadline, as set forth in the prospectus relating to the relevant Subfund.

The Company shall have the right, if the board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of the relevant Subfund equal in value (calculated in the manner described in Article 23) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Subfund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Company's external and independent auditor.

If so authorised in the prospectus of the Company, a shareholder may request to switch the whole or part of his shares in a given Subfund or category of shares into shares of another Subfund or category, based on a conversion formula as determined from time to time by the board of Directors and disclosed in the relevant part of the prospectus. A switching of shares, if any, may be subject to payment of a charge as determined in the relevant part of the prospectus.

The Board of Directors may decide to redeem all of the shares of one Subfund according to the net asset value calculation date as communicated to the shareholders (minus the costs of liquidation and/or transaction costs as described in the Prospectus) but without any redemption fees, or to merge one Subfund with another Subfund of the Company or with another UCI and may inform the investors of such decision respectively in the following cases: In case that the net asset value of all outstanding shares of one Subfund may be below Euro Mio. 50 or below the respective value in another currency, or in case that the Board views such a decision as wise and prudent with regard to changes in the economical and/or political environment which may be of influence for the Subfund, or in case that the Board views such decision to be in the full interest of the investors.

The liquidation of a Subfund together with the compulsory redemption of all of its shares or the merging of a Subfund with another Subfund of the Company or with another UCI due to other reasons as listed above may only be undertaken with the consent of the investors of such Subfund. Herefore, a duly convened shareholders meeting is required, at which no quorum is necessary and the single majority of the present or represented shares may decide.

Such merger (duly decided by the Board of Directors or by the shareholders) will be fully binding for all shareholders in such Subfund after a 30 days period once the shareholders have been informed, respectively. Redemption requests from shareholders during this 30 days period are free of any redemption fee.

In case that the net asset value of all outstanding shares of the Company may be below Euro Mio. 100, the Board of Directors may decide to stop the issuing, the switching and/or the redeeming of shares and to take back all outstanding shares on a compulsory basis, but without charging a redemption fee. In such case, an extraordinary shareholders meeting must immediately be convened to decide about a possible liquidation of the Company.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Subfund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after thirty years.

Art. 22. The value per share shall be determined as to the shares of each Subfund and category of shares by the Company from time to time, as described in the prospectus from time to time (a "Valuation Day").

The Company may suspend the determination of the value per share of any particular Subfund or category and the issue, switching and redemption of shares:

- (a) where one or more stock exchanges or other markets which are the basis for valuing a significant part of the net asset value or exposure are closed (apart from on normal public holidays), or where trading is suspended;
- (b) where in the opinion of the Company it is impossible to sell or to reasonably value assets as a result of particular circumstances;
- (c) where the communication technology normally used in determining the price of a security of the Subfund fails or provides only partial functionality;
- (d) where the transfer of moneys for the purchase or sale of investments of the Company is impossible; or

(e) in the case of a resolution to liquidate the Company: on or after the date of publication of the first calling of a general meeting of shareholders for the purpose of such resolution.

The Company must immediately suspend the issue and switching of Shares when an event resulting in liquidation occurs or such is required by any competent authorities in Luxembourg.

Any such suspension shall be notified in writing to shareholders requesting redemption or switching of their shares within seven (7) days, and of the ending of suspension immediately.

A suspension with respect to any single Subfund will have no effect on the calculation of value of the shares of any other Subfund.

Art. 23. The value of shares of each Subfund and each category of shares in the Company shall be expressed in Euro or in the relevant currency of the Subfund or category concerned, as per share figure.

Unless the board of Directors otherwise decides, the value per share shall be determined by dividing the net assets of the Company corresponding to each Subfund and/or category of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such Subfund or category less its liabilities attributable to such Subfund or category, by the number of shares of the relevant Subfund or category outstanding (the "Net Asset Value").

The valuation of the Net Asset Value of the different Subfunds and categories of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and any accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent to the Company; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(f) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) In determining the value of the assets of each class or category, each share or unit in an open-ended UCI will be valued at the last available net asset value whether estimated or final which is computed for such unit or shares on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the class is determined, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to such Valuation Day.

(3) In respect of shares or units held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the board of Directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(4) If events have occurred which may have resulted in a material change of their net asset value of such shares or units in other UCI since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the board of Directors, such change of value.

(5) Securities held by the Company (including shares or units in closed-ended UCI) which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available publicised stock exchange closing price and where appropriate the middle market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities.

(6) The value of securities not quoted or dealt in on a stock exchange or another organised market and of securities which are so quoted or dealt in but in respect of which no price quotation is available or the price quoted is not representative of the securities' fair market value, shall be determined prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices. All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(7) Money market instruments and cash will be valued at face value to which shall be added interest accrued.

Any asset or liabilities expressed in terms of currencies other than the relevant currency of the Subfund concerned are translated into such currency at the prevailing market rates as obtained from one or more banks or dealers.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, custodian fee and corporate agents' insurance premium fee and any other fees payable to any representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and prospectus printing, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement costs);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the board of Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant class toward third parties.

In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Subfund and category of shares in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each Subfund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Subfund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and third party creditors shall have recourse only to the assets of the portfolio concerned;

(d) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Subfund or category of shares, the Net Asset Value of such Subfund or category of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the currency of denomination in which the value per share of the relevant Subfund or category of shares is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the value of the relevant Subfund or category of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

(d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders, expenses of publishing and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the value per share as hereinabove defined for the relevant Subfund or category of shares, plus any subscription charge if so determined in the prospectus for the relevant Subfund or category of shares. The subscription must be fully paid-up, except that the board of Directors in its discretion may decide to allow for partly-paid subscriptions, which must be paid-up for at least 5% per share or security.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors and as laid down in the prospectus.

The issue price may, upon approval of the board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditors of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31 December.

Art. 26. Where there shall be different Subfunds as provided for in Article 5 hereof, and if such Subfunds have a different currency of denomination, the accounts with respect to such Subfunds shall be expressed in each Subfund's respective currency of denomination.

The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the Annual General Meeting, will be made available to the shareholders at the registered office of the Company 15 days prior to the annual general meeting.

Art. 27. Separate meetings for each Subfund or category of shares shall, upon the proposal of the board of Directors and within the limits provided by law in respect of each Subfund or category of shares, determine how the annual net results shall be disposed of.

Dividends may, in respect of any Subfund or category of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Subfund or category of shares and which, in such event, will, in respect of such Subfund or category, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares. The board of Directors may, in its discretion, decide that an alternative equalisation method shall apply which, in such case, shall be disclosed and described in the prospectus of the Company.

Interim dividends may be paid out on the shares of any Subfund or category of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to the relevant Subfund, upon decision of the board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the shares of the relevant Subfund or category of shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of Directors. The board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

No dividends shall be made if after declaration of such distribution the Company's capital is less than the minimum capital imposed by law. No dividends shall be declared in respect of accumulation shares.

Art. 28. The Company may enter into agreements with various entities, which may provide various services and support to the Company in the course of its business activity.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Subfund or category of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Subfund or category in proportion of their holding of shares in such Subfund or category.

With the consent of the shareholders expressed in the manner provided for by Article 67-1 and 142 of the 1915 Law, the Company may be liquidated and the liquidator authorized to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCI having substantially the same characteristics as the Company, in exchange for the issue to shareholders in the Company of shares of such corporation or Subfund proportionate to their shareholdings in the Company. In the case of a transfer to a "fonds commun de placement" such a decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the transfer.

Otherwise, any amounts to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law of 2007.

Art. 30. At any extraordinary general meeting of shareholders convened for the purpose of amending these Articles, the shareholders shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the shares then in issue are represented. If the said quorum is not reached, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. At both meetings, resolutions are adopted with a two thirds (2/3) majority of the votes cast. Votes not cast, votes of shareholders who have abstained from voting, votes which are void and votes which give no indication whether the shareholders vote for or against the resolution are excluded from the two-thirds majority computation.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Subfund or category of shares vis-à-vis those of any other Subfund or category shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant Subfund or category.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Law of 2007 as both may be amended from time to time.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, has fixed fixed the initial capital at EUR 31.000.- (thirty-one thousand euros) represented by 31 (thirty-one shares) of no par value and declares to subscribe to the shares as follows:

Augustus Asset Managers Limited, prenamed:	thirty-one (31) Shares
Total:	thirty-one (31) Shares

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand euros (€31,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to EUR 8,000.-.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2009. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2010.

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and considering itself as having been duly convened, immediately proceeded to resolve the following:

(i) The number of members of the Board be set at three (3).

(ii) The following persons are appointed as members of the Board:

Mr Martin Vogel, Independent Director / Financial Advisor, born in Winterthur, Switzerland, on September 29, 1963, residing at Geduldweg 7, 8810 Horgen, Switzerland.

Mr Robin Bowie, Chief Executive Officer, Dexion Capital plc, born in Calcutta (India), on 12 August 1961, residing at 9 Bridewell Place, London EC4V 6AW, UK.

Mrs Mari Kooi, President, Wolf International Advisors LLC, born in Iowa (USA), on 15 September 1954, residing at 711 Camino Corrales Santa Fe, New Mexico 87501, USA.

(iii) The following party is appointed as independent auditor of the Company:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.

400 route d'Esch

L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg Number B 65.477

(iv) The term of office of the members of the Board shall end at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2009.

(v) The term of appointment of the independent auditor shall end at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2009.

(vi) The address of the registered office of the Company is 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English and followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, said mandatory signed together with Us the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendacht, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Augustus Asset Managers Limited, eine Gesellschaft gegründet unter dem Rect von England und Wales, mit Sitz in Bevis Marks House, London EC3A 7NE, United Kingdom.

hier vertreten durch Herr Hermann Beythan, Anwalt, berufsansässig in Luxemburg.

aufgrund einer Vollmacht erteilt am 19. Dezember 2008.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienene Partei und den unterzeichneten Notar der gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei hat den beurkundenden Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Es besteht zwischen den Unterzeichnenden und all denjenigen, die Anteilhaber werden, eine Gesellschaft in der Form einer "Aktiengesellschaft" namens "Gaius Multistrategy SICAV-SIF" (die "Gesellschaft") die sich als eine "Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds" qualifiziert.

Die Gesellschaft kann aus einem oder mehreren Anteilseignern bestehen.

Art. 2. Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluss in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form wie in Art. 29 der Satzung beschrieben erfolgt.

Art. 3. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft die gemeinsame Anlage ihres Vermögens mit dem Ziel der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung ihres Vermögens zukommen zu lassen, im Einklang mit dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialisierte Investmentfonds (das "Gesetz von 2007").

Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfang, wie es das Gesetz von 2007 (in der jeweiligen Fassung) erlaubt.

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert ("Anteile") dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit gemäß Artikel 24 Anteile auszugeben zu dem nach Artikel 23 berechneten Anteilswert, ohne dass den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren wäre. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied (ein "Verwaltungsratsmitglied") oder einem Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen rechtmäßig bevollmächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen, innerhalb der von dem Gesetz von 2007 bestimmten Grenzen.

Solche Anteile können, wie vom Verwaltungsrat beschieden, verschiedenen Anlagevermögen ("Subfonds") angehören die, wie ebenfalls vom Verwaltungsrat beschlossen, auf unterschiedliche Währungen lauten können. Der Verwaltungsrat kann ferner bestimmen, dass innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden können, wie z.B. ausschüttende oder thesaurierende Anteile oder Anteile mit einer spezifischen Gebührenstruktur oder in verschiedenen Währungen, wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Rechtsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Ertrag der Ausgabe von Anteilen eines Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere oder andere Vermögenswerte investiert, gemäß der Anlagepolitik, die der Verwaltungsrat für jeden Subfonds jeweils bestimmt hat.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Nettovermögen jedes Subfonds, die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, und das Gesellschaftskapital entspricht der Summe der Nettovermögen aller Subfonds.

Art. 6. Anteile werden nur als Namensanteile ausgegeben.

Wünscht ein Anteilseigner, dass ihm eine Bestätigung für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf - oder abgerundet werden gemäß den Bestimmungen des geltenden Rechtsprospektes der Gesellschaft.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises gemäß Artikel 24 ausgegeben. Der Zeichner wird innerhalb banküblicher Fristen nach der Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises die Berechtigung an den Anteilen und, auf Antrag, wie oben dargelegt, Anteilsbestätigungen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister ("Register") oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Anteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 sind Anteile frei von Beschränkungen der Übertragbarkeit und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Anteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigung oder der Bestätigungen über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös.

Art. 7. Anteile werden, nach Prüfung ihres Status und Annahme der Zeichnung durch die Gesellschaft, nur an qualifizierte Anleger ausgegeben, wie im Gesetz von 2007 definiert und von den zuständigen Luxemburger Behörden von Zeit zu Zeit angewandt. Jeder Anteilseigner muss der Gesellschaft eine Bestätigung und ggf. Beweis seines (und/oder, sofern zutreffend, des wirtschaftlich Berechtigten) qualifizierten Investor-Status' im Sinne des Gesetzes von 2007 erbringen.

Unbeschadet des vorstehenden Absatzes hat der Verwaltungsrat das Recht, solche Einschränkungen zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden "ausgeschlossene Person" genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist; oder

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Insbesondere kann die Gesellschaft das Anteilseigentum durch eine natürliche Person, Gesellschaft oder juristische Person einschränken oder ausschließen, insbesondere (ohne Beschränkung) durch jegliche "US Person", wie nachstehend definiert. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, von denen sie annimmt, dass die Ausgabe oder Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein wirtschaftliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die von dem Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, eingetragener Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der betroffenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend die "Rücknahme-Aufforderung" genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend "Rücknahmepreis" genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 23 dieser Satzung berechnet wird.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (wie in der Rücknahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises verliert die Person sämtliche Rechte wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein

anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

Die Gesellschaft darf ferner einen zwingenden Anteilsrückkauf durchführen gegenüber einer Person, welche sich nicht oder nicht mehr als qualifizierter Anleger nach dem Gesetz von 2007 qualifiziert.

Wenn immer gebraucht in dieser Satzung, bezeichnet der Begriff "US Person" jeden Staatsbürger oder Anwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder eine in den Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten gegründete oder existierende Partnerschaft, oder eine Gesellschaft, die gegründet wurde nach dem Recht der Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten, oder jegliche Vermögensmasse oder Trust, außer Vermögensmassen oder Trusts, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten für die Berechnung des Bruttoeinkommens für die zu zahlende US Einkommenssteuer nicht berücksichtigt werden.

Art. 8. Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie stellt das oberste Organ der Gesellschaft bzw. des Subfonds oder der Anteilskategorie dar. Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Anteilseigner aus.

Art. 9. Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten Mittwoch des Monats Mai jeden Jahres um 10:00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Generalversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Eine Generalversammlung ist einzuberufen, wenn Anteilseigner, welche zusammen ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, dies verlangen.

Art. 10. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 11 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

Art. 11. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern, sofern nicht anders hierin bestimmt.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann sich bei jeder Versammlung von Anteilseignern durch eine brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Sofern nicht im Gesetz oder in Artikel 30 dieser Satzung anderweitig bestimmt, werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern oder einer Versammlung eines Subfonds oder einer Anteilskategorie durch einfache Mehrheit der Anteilseigner gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

Die von einem solchen alleinigen Anteilseigner gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

Art. 12. Die Anteilseigner versammeln sich auf Einladung durch den Verwaltungsrat, die die Tagesordnung enthält. Diese Einladung erfolgt in Bezug auf Anteilseigner brieflich an im Anteilsregister eingetragene Anschrift wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung, wobei der Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie der jeweilige Jahresabschlussbericht den Namensanteilseigner gemeinsam mit der Einladung zugesandt werden. Diese Unterlagen sind ferner 15 Tage vor der Generalversammlung an dem Gesellschaftssitz zur Einsicht verfügbar.

Wenn alle Anteilseigner auf einer Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie von der Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung erfolgen.

Art. 13. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Wenn die Gesellschaft aus einem einzigen Anteilseigner besteht, kann der Verwaltungsrat aus einem einzigen Mitglied bestehen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anlässlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wieder wählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen werden.

Art. 14. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratsitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz der Verwaltungsratsitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratsitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen beratenden Ausschuss ernennen. Ein solcher beratender Ausschuss ist nicht befugt, die Gesellschaft zu vertreten oder irgend welche bindenden Entscheidungen für sie zu treffen.

Art. 15. Die Protokolle jeder Verwaltungsratsitzung werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen.

Wenn der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, sind Beschlüsse des Verwaltungsrats schriftlich niederzulegen.

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Anteilseigner vorbehalten sind.

Vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen, welche sich aus dem Gesetz, aus Verwaltungsvorschriften oder aus vorangegangenen Verwaltungsratsbeschlüssen ergeben, ist der Verwaltungsrat befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung die Anlagepolitik und Anlagerestriktionen für jeden Subfonds zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, sofern er dies als angemessen und im besten Interesse der Anteilseigner liegend erachtet, das gesamte oder Teile des Vermögens eines Subfonds durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften anzu-

legen, vorausgesetzt, eine angemessene Risikodiversifizierung ist jederzeit sichergestellt (gegebenenfalls auf der Ebene der Tochtergesellschaft).

Der Verwaltungsrat kann ferner nach freiem Ermessen beschließen, dass Vermögenswerte im Wege der gemeinsamen Verwaltung von Anlagen anzulegen, wie im Prospekt der Gesellschaft beschrieben. Bei einer gemeinsamen Verwaltung werden Anlage- und Durchführungsentscheidungen auf konsolidierter Basis für die betroffenen gemeinsam verwalteten Anteile verwaltet. Jeder gemeinsam verwaltete Anteil enthält einen Anteil der gemeinsam verwalteten Anlagen, welcher proportional seinem Wert im Verhältnis zu den gemeinsam verwalteten Anlagen entspricht. Diese proportionale Beteiligung ist anwendbar auf jede Anlagekategorie, die im Rahmen der gemeinsamen Verwaltung erworben oder gehalten wird, und ihr Bestand ist nicht von den Anlage- oder Durchführungsentscheidungen abhängig. Zusätzliche Anlagen werden den gemeinsam verwalteten Anteilen in demselben Verhältnis zugeteilt, und veräußerte Anlagen werden anteilmäßig den von jedem gemeinsam verwalteten Anteil zustehenden Bestand angezogen.

Art. 17. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, werden die Geschäfte mit ihrem Verwalter, wenn dieser ein der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse hat, in einem Protokoll über diese Geschäfte erwähnt.

Die vorstehenden Bestimmungen wenden sich nicht an, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Art. 18. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet.

Sofern die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat, vertritt letzterer die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift von Handlungsbevollmächtigten, welche vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigt wurden.

Art. 20. Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprise agréé"), der die in Artikel 55 des Gesetzes von 2007 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Art. 21. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der gesetzlichen Grenzen bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft.

Sofern die Gesellschaft an einem Handelstag (wie dieser Begriff im jeweils aktuellen Rechtsprospekt definiert ist) Rücknahmeanträge für mehr als eine bestimmte, gegebenenfalls im Prospekt bestimmte Prozentzahl der ausstehenden Anteilen eines Subfonds erhält, ist sie nicht verpflichtet, an einem Handelstag mehr als die angegebene Anzahl von Anteil zurückzukaufen. Die Gesellschaft kann bestimmen, dass Rücknahmeanträge über die festgelegte Anzahl hinaus in Übereinstimmung mit den im Rechtsprospekt hierfür festgelegten Bestimmungen auf einen späteren Handelstag verschoben werden. Im Fall eines Aufschiebs der Rücknahmen werden die betroffenen Anteile zu dem Wert am Tag der Durchführung der Rücknahme zurückgekauft.

Der Rücknahmepreis wird unter normalen Umständen nicht später als 30 Bankarbeitstage in Luxemburg nach dem betreffenden Handelstag bezahlt zu einem Rücknahmepreis, der auf dem Nettoinventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds oder der Anteilskategorie beruht, wie im Rechtsprospekt definiert zuzüglich aller anwendbaren Rücknahmegebühren, wie sie im letzten Rechtsprospekt veröffentlicht sind.

Die Zahlung des Rücknahmepreises kann verzögert werden, sofern nach Auffassung des Verwaltungsrats aufgrund von speziellen gesetzlichen Vorschriften, z.B. Devisenausfuhrbestimmungen, oder in anderen außergewöhnlichen Umständen die Überführung des Rücknahmepreises innerhalb des vorstehenden Zeitrahmens nicht möglich ist.

Ein schriftlicher und unwiderruflicher Antrag auf Rücknahme ist vom Anteilseigner schriftlich an dem Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei einer anderen Person oder Einheit einzureichen, die von der Gesellschaft als Bevollmächtigter für die Rücknahme von Anteilen betraut wurde, bis zu dem im Rechtsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Annahmeschluss für Rücknahmen, wie im Rechtsprospekt für jeden Subfonds bestimmt.

Die Gesellschaft ist befugt, wenn der Verwaltungsrat so entscheidet, die Zahlung des Rücknahmepreises gegenüber einem Anteilsinhaber, welcher eine Sachauslage beantragt, durch die Zuteilung von Vermögenswerten aus dem Portfolio des betroffenen Subfonds durchzuführen, welche dem Wert nach (wie gemäß Artikel 23 errechnet) dem Wert des Anteilsbesitzes entspricht. Art und Kategorie der übertragenen Vermögenswerte sind in einem solchen Fall auf einer gerechten und vernünftigen Basis und ohne eine Beeinträchtigung der Rechte der anderen Anteilseigner des betroffenen Subfonds durchzuführen, und die angewandte Bewertung ist in einem besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft zu bestätigen.

Sofern im Rechtsprospekt zugelassen, kann jeder Anteilseigner den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie in Anteile eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilskategorie gemäß einer vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit entschiedenen und im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschriebenen Umtauschformel. Der Umtausch von Anteilen (sofern zulässig) kann die Zahlung einer Gebühr auslösen, wie im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschrieben.

Sollte der Inventarwert aller ausstehenden Anteile eines bestimmten Teilvermögens geringer als 50 Millionen Euro bzw. der Gegenwert in der Währung des betreffenden Teilvermögens sein, oder wenn der Verwaltungsrat dies für angemessen hält, aufgrund von Änderungen der ökonomischen oder politischen Gegebenheiten, welche für das entsprechende Teilvermögen von Einfluss sind, oder aufgrund der Interessen der betreffenden Anteilseigner kann der Verwaltungsrat beschliessen und die Inhaber des betreffenden Teilvermögens darüber unterrichten, dass sämtliche Anteile des betreffenden Teilvermögens zu dem in der Benachrichtigung angegebenen Bewertungstag gültigen Inventarwert (abzüglich der Liquidationskosten und/oder geschätzten Handelsgebühren, die im Verkaufsprospekt beschrieben sind) aber ohne Rücknahmegebühr zurückgenommen werden, oder dass das Teilvermögen mit einem anderen Teilvermögen der Gesellschaft oder mit einem anderen OGA zusammengelegt wird.

Die Schliessung eines Teilvermögens verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder die Verschmelzung mit einem anderen Teilvermögen der Gesellschaft oder mit einem anderen OGA aus anderen als den oben genannten Gründen, kann nur mit dem Einverständnis der Anleger des betroffenen Teilvermögens erfolgen. Dazu ist eine ordnungsgemäss einberufene Gesellschafterversammlung der Anteilseigner dieses Teilvermögens notwendig. Zur Beschlussfähigkeit ist kein Quorum erforderlich und Entscheide erfordern die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheissene Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Teilvermögens nach Ablauf einer dreissigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, wobei ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden kann.

Sollte der Gesamtwert der Inventarwerte aller ausstehenden Anteile der Gesellschaft geringer als 100 Millionen Euro sein, kann der Verwaltungsrat die Ausgabe, den Umtausch und gegebenenfalls die Rückname aller Anteile einstellen und sämtliche ausstehenden Anteile zwangsweise zurücknehmen, jedoch ohne Rücknahmegebühr. Eine ausserordentliche Gesellschafterversammlung wird in dem Fall umgehend einberufen zwecks Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Art. 22. Der Anteilswert der Anteile jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie werden von Zeit zu Zeit bestimmt, wie im Rechtsprospekt jeweils festgelegt ("Bewertungstag").

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Anteilswertes jedes Subfonds oder jeder Anteilskategorie, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Nettoinventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder hinreichend zu bewerten; oder

c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder

d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder

e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden schriftlich innerhalb von sieben (7) Tagen über eine solche Aussetzung benachrichtigt und umgehend über das Ende der Aussetzung.

Die Aussetzung bezüglich eines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilswerts eines anderen Subfonds.

Art. 23. Der Anteilswert jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie wird in Euro oder in der der betreffenden Währung des betroffenen Subfonds oder der betroffenen Anteilskategorie pro Anteil bestimmt.

Sofern nicht anderweitig bestimmt, wird der Anteilswert errechnet, indem der das Nettovermögen des betreffenden Subfonds und/oder der betreffenden Anteilskategorie, bestehend aus den Aktiva der Gesellschaft bezüglich des Subfonds oder der Kategorie abzüglich der Verbindlichkeiten bezüglich des Subfonds / der Kategorie, durch die Anzahl der ausstehenden Anteile des Subfonds / der Kategorie geteilt wird ("Nettoinventarwert").

Die Bewertung des Nettoinventarwerts der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Wertänderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle anderen Vermögenswerte gleich welcher Art, einschließlich zurückgestellter Auslagen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

- 1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, in diesem Fall soll der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages im Ermessen der Gesellschaft ermittelt werden, um den tatsächlichen Wert festzustellen.
- 2) Bei der Bestimmung des Werts eines Subfonds oder einer Anteilskategorie werden Anteile an einem OGA des offenen Typs mit ihrem zuletzt verfügbaren tatsächlichen oder geschätzten Nettoinventarwert bewertet, wie dieser an dem Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert der Anteile bestimmt wird, hilfsweise zu dem letzten dem Bewertungstag vorausgegangenem Nettoinventarwert, festgelegt wird.
- 3) In Hinblick auf von der Gesellschaft gehaltene Anteile, für welche die Ausgabe und der Rückkauf eingeschränkt sind und ein Handel auf dem Zweitmarkt zwischen Händlern durchgeführt wird, welche als market makers Preise in Abhängigkeit von Marktbedingungen anbieten, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Anteile zu dem so festgelegten Preis zu bewerten.
- 4) Im Falle besonderer Umstände, welche zu einer wesentlichen Änderung des Nettoinventarwertes von Anteilen in einem anderen OGA seit der letzten Festlegung des Nettoinventarwertes geführt haben, kann die Gesellschaft den Wert dieser Anteile anpassen, um nach dem pflichtgerechten Ermessen des Verwaltungsrats die Wertänderung wieder auszugleichen.
- 5) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere (einschließlich Anteile an geschlossenen OGA), die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs, wenn angemessen zum Mittelpreis, an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Alle anderen Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden so bewertet, dass ihr Wert dem eines notierten Wertpapiers so nah wie möglich kommt.
- 6) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder Wertpapiere, die börsennotiert sind, aber für die kein Marktwert erhältlich ist oder deren Kurs nicht dem tatsächlichen Marktwert entspricht, werden von dem Verwaltungsrat unter Anwendung der gebotenen Vorsicht nach Treu und Glauben

zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten angesetzt, in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungskriterien und -verfahren.

7) Geldmarktinstrumente und liquide Mittel werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsgebühren, Depotbankgebühren, Versicherungsleistungen für Vertreter der Gesellschaft sowie alle sonstigen Gebühren, die jeglichen Vertretern und Angestellten der Gesellschaft zu zahlen sind, sowie die Gründungs- und Registrierungskosten, Kosten von Veröffentlichungen und Prospektdruck, der Jahresabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden, Marketing- und Werbungsaufwendungen.

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verpflichtungen zur Übertragung von Geld oder Eigentum, und inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden, deren Bewertungsdatum mit dem Umsetzungsdatum zugunsten der betroffenen Person zusammenfällt oder diesem nachfolgt;

d) ein angemessener für die Kapital- und Einkommenssteuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ausgenommen Verbindlichkeiten in Bezug auf Anteile zugunsten Dritter.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet, und der außenstehende Gläubiger ist nur gegenüber dem betroffenen Subfonds berechtigt.

d) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Nettoinventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 21 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anlagekategorie lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag und der Uhrzeit der Nettoinventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

d) die vorstehende Bewertung soll widerspiegeln, dass die Gesellschaft sämtliche Gebühren für vertragliche vereinbarte Performance durch Anlageverwalter oder sonstige trägt, sowie Depotbank-, Domizilierungs-, Registrierungs- und Transferagenten-, Wirtschaftsprüfer- und Rechtsberatungsgebühren sowie die Gebühren anderer Dienstleister, sowie ferner die Gebühren für Jahresberichte, Publikationsgebühren und alle sonstigen allfälligen Verwaltungs- und Steuerlasten, soweit anwendbar.

Art. 24. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr, sofern vom Verwaltungsrat bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben. Die

Verkaufsgebühr ist ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen, es sei denn, dass der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen entscheidet, teilweise eingezahlte Anteile zuzulassen, wobei solche Anteile zu mindestens 5% pro Anteil oder Wertpapier eingezahlt werden müssen.

Der so errechnete Preis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums zahlbar, wie im Rechtsprospekt beschrieben.

Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Art. 25. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen ausgedrückt sind, wird der geprüfte Jahresabschluss in Bezug auf diese Subfonds in der Währung des jeweiligen Subfonds ausgedrückt.

Der Jahresabschluss, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bericht des Verwaltungsrats und die Einladung zur Jahreshauptversammlung wird allen Anteilseignern 15 Tage vor der Jahreshauptversammlung am Gesellschaftssitz zur Verfügung gestellt.

Art. 27. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines Subfonds oder einer Anteilskategorie können auf Vorschlag des Verwaltungsrats im Rahmen der auf jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen bestimmten, wie der Gewinn verwertet werden soll.

Dividenden für einen Subfonds oder eine Anteilskategorie können Zuteilungen von einem Ausgleichskonto enthalten, wie es für jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie eröffnet werden kann und welches bei einer Zeichnung für den jeweiligen Subfonds oder die jeweilige Anteilskategorie erhöht und bei einer Rücknahme belastet wird, im Verhältnis zu dem auf diesen Anteil entfallenden angelaufenen Gewinn. Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen entscheiden, eine andere Ausgleichsmethode anzuwenden, welche gegebenenfalls den Anlegern mitgeteilt und im Rechtsprospekt beschrieben wird.

Zwischendividenden jedes Subfonds oder jeder Anteilskategorie können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluss aus dem Vermögen des jeweiligen Subfonds ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Nettoinventarwertes des betreffenden Subfonds /Anteilskategorie bezahlt, können jedoch auch in außergewöhnlichen Umständen in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, jeweils an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

Es dürfen keine Ausschüttungen vorgenommen werden, wenn nach dieser Ausschüttung das gesetzlich vorgesehene Mindestkapital der Gesellschaft nicht unterschritten wird. In Hinblick auf thesaurierende Anteile werden keine Ausschüttungen vorgenommen.

Art. 28. Die Gesellschaft kann Verträge mit diversen Gesellschaften abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leisten.

Art. 29. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (physische oder juristische Personen), die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt .

Die Gesellschaft kann mit Zustimmung der Anleger nach Artikel 67-1 und 142 des Gesetzes von 1915 liquidiert werden. Der mit der Abwicklung der Liquidation Beauftragte ist autorisiert, alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft in einen luxemburgischen OGA einzubringen, der dieselben Charakteristika wie die Gesellschaft aufweist, im Austausch gegen die Ausgabe von Anteilen an der aufnehmenden Gesellschaft, proportional entsprechend den Anteilen an der Gesellschaft. Im Falle der Verschmelzung mit einem "fonds commun de placement", ist eine solche Entscheidung nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend.

Anderenfalls werden Liquidationserlöse, welche Anteilseignern zustehen und von den Berechtigten bis zu der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 2007 bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt.

Art. 30. Auf einer zum Zweck der Änderung dieser Satzung einberufenen Versammlung können die Anteilseigner nur dann wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte (1/2) der ausgegebenen Anteile vertreten sind. Sofern das besagte Quorum nicht erreicht wird, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, bei dem keine Quorumanforderungen bestehen. Auf beiden Versammlungen werden Beschlüsse mit einer Zweidrittelmehrheit (2/3) der Stimmen angenommen. Nicht abgegebene Stimmen, Enthaltungen, nichtige Stimmen und Stimmabgaben, aus denen nicht ersichtbar

ist, ob der Anteilseigner für oder gegen den Beschlussvorschlag stimmt, sind von der Berechnung der Zweidrittelmehrheit ausgeschlossen.

Jegliche Änderung, welche die Rechte von Anteilseignern eines Subfonds oder einer Anteilkategorie gegenüber denen eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilkategorie beeinträchtigt, ist ferner von dem Bestehen des besagten Quorums und der besagten Mehrheit mit Hinblick auf den betroffenen Subfonds bzw. Anteilkategorie abhängig.

Art. 31. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007, wie jeweils abgeändert, geregelt.

Zeichnung und Einzahlung

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt die Komparentin, handelnd wie vorstehend, das Anfangskapital auf EUR 31.000.- (einunddreissigtausend Euro) festzulegen eingeteilt in 31 (einunddreissig) Anteile ohne Nennwert und die Gründungsanteile wie folgt zu zeichnen:

Augustus Asset Managers Limited, vorgeannt:	einunddreißig (31) Anteile
Total:	einunddreißig (31) Anteile

Sämtliche Anteile sind voll und bar ohne Anteilsprämie eingezahlt worden; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort einunddreissigtausend Euro (€ 31.000), wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen worden ist.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass er die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 nachgeprüft hat, und bestätigt, dass diese Bedingungen beachtet worden sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die erschienene Partei erklärt, dass jegliche Auslagen, Kosten und Honorare oder Gebühren, welcher Art auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, ungefähr EUR 8.000.- betragen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr wird am Datum der Gründung der Gesellschaft beginnen und am 31. Dezember 2009 enden. Die erste jährliche Generalversammlung der Anteilinhaber soll 2010 abgehalten werden.

Beschlüsse des Anteilinhabers

Sodann hat die erschienene Partei, die das gesamte gezeichnete Anteilskapital darstellt folgende Beschlüsse gefasst:

- (i) Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.
- (ii) Die folgenden Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

Herrn Martin Vogel

Independent Director / Financial Advisor

Adresse: Geduldweg 7, 8810 Horgen, Schweiz

Geburtsstag: 29.09.1963

Geburtsort: Winterthur, Schweiz

Herrn Robin Bowie

Chief Executive Officer, Dexion Capital plc

Adresse: 9 Bridewell Place, London EC4V 6AW, UK

Geburtsstag: 12. August 1961

Geburtsort: Kalkutta (Indien)

Frau Mari Kooi

President, Wolf International Advisors LLC

Adresse: 711 Camino Corrales, Santa Fe, New Mexico 87501, USA

Geburtsstag: 15. September 1954

Geburtsort: Iowa (USA)

- (iii) Die folgende Partei wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg, Handelsregisternummer im R.C.S. von Luxembourg-Stadt B 65.-477.

- (iv) Die Amtsdauer der Verwaltungsratsmitglieder endet auf der Generalversammlung der Anteilinhaber, die zur Bestätigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2009 endende Jahr einberufen wird.

- (v) Die Amtszeit des unabhängigen Wirtschaftsprüfers endet auf der Generalversammlung der Anteilinhaber, die zur Bestätigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2009 endende Jahr einberufen wird.

- (vi) Die Adresse des Sitzes der Gesellschaft lautet 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Verlangen der obigen erschienenen Partei die gegenwärtige Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst ist; auf Verlangen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem Englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text vorgehen.

Nach Verlesung des Dokuments an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, hat besagte Bevollmächtigte mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. BEYTHAN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2008. Relation: LAC/2008/52522. - Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 7. Januar 2009.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2009004457/242/1136.

(090004263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2009.

FORTIS PRIVATE REAL ESTATE HOLDING S.A. ou en abrégé FPRE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 105.847.

L'an deux mille huit, le quatre décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FORTIS PRIVATE REAL ESTATE HOLDING S.A. ou en abrégé FPRE HOLDING S.A. " (R.C.S. Luxembourg numéro B 105.847) (ci-après, la "Société"), ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 janvier 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 484 du 24 mai 2005, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 20 décembre 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 643 du 18 avril 2007.

L'assemblée est présidée par Madame Mélanie FERNANDEZ, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Sophie CUMANI, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christiane BURRELL, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les SEPT CENTS (700) actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 11 des statuts afin d'y intégrer une phrase quant au caractère unipersonnel de la Société anonyme.

L'article 11 sera donc libellé comme suit: "Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales, chaque administrateur pouvant convoquer une assemblée générale. Par ailleurs une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée à la requête d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant au moins dix pour cent du capital social émis.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Si l'actionariat de la Société est composé d'un seul et unique actionnaire, toutes références aux actionnaires doit être lue en référence à cet actionnaire unique.";

2. Acceptation de la démission de Jean Fell de sa fonction d'administrateur et décharge pleine et entière de ses responsabilités pour toute la durée de ses fonctions.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article onze des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 11.** Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales, chaque administrateur pouvant convoquer une assemblée générale. Par ailleurs une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée à la requête d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant au moins dix pour cent du capital social émis.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Si l'actionariat de la Société est composé d'un seul et unique actionnaire, toute référence aux actionnaires doit être lue en référence à cet actionnaire unique."

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de l'administrateur Monsieur Jean Fell, et lui confère pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. FERNANDEZ, S. CUMANI, C. BURREL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2008. Relation: LAC/2008/50388. Reçu douze euros (12,- €)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009007013/242/66.

(090004595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Art Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 110, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 110.280.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre de démission datée du 8 décembre 2008 que:

- Madame Nicole MAECK a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société.

- Le Conseil d'administration de la société est désormais composé de trois membres.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2009007086/317/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX10069. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090004724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Bradshaw S.à r.l.)

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 139.790.

In the year two thousand and eight, on the twenty-sixth of November.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.a r.l. (formerly, Mayfield S.a r.l.), a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 560A, rue de Neudorf, L-2220

Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 137.449, here represented by Mr Christian DOSTERT, private employee, with professional address at 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on November 25th, 2008.

The said proxy, signed *in* varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing company is the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of "Bradshaw S.a r.l." hereafter the "Company"), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 139.790, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri BECK, on June 25th, 2008, published in the Memorial C number 1780 of July 18th, 2008.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) represented by five hundred (500) shares without nominal value.

III. The sole shareholder, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to change the name of the Company from its current name "Bradshaw S.a r.l." to "Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.a r.l."

Second resolution

Pursuant to the above resolution, the sole shareholder resolved to amend therefore article 4 of the articles of incorporation, to give it henceforth the following wording:

"The Company will have the name of "Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.a r.l."."

Third resolution

The sole shareholder resolved to convert the share capital currency of the Company from the Euro into U.S. Dollar, using the exchange rate of € 1.- = 1.2967 USD, the present share capital of twelve thousand five hundred Euros (€ 12,500.-) being hence replaced by a share capital of sixteen thousand two hundred and eight U.S. Dollars (USD 16,208.-) represented by five hundred (500) shares without nominal value and to allocate the excess contribution of seventy-five cents (USD 0.75) to the legal reserve of the Company, in order to round down the amount of the share capital.

Fourth resolution

The sole shareholder resolved to establish a nominal value per share of one U.S. Dollar (1.- USD).

Fifth resolution

The sole shareholder resolved to increase the share capital by eight million eight hundred and eighty-nine thousand six hundred and sixty U.S. Dollars (USD 8,889,660.-) to raise it from its present amount of sixteen thousand two hundred and eight U.S. Dollars (USD 16,208.-) to eight million, nine hundred and five thousand, eight hundred and sixty-eight U.S. Dollars (USD 8,905,868.-) by creation and issue of eight million eight hundred and eighty-nine thousand, six hundred and sixty (8,889,660) new shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-).

Subscription - Payment

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.a r.l., prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to eight million, eight hundred and eighty-nine thousand, six hundred and sixty (8,889,660) new shares and have them fully paid up in the amount of eight million, eight hundred and eighty-nine thousand, six hundred and sixty U.S. Dollars (USD 8,889,660.-) by contribution in kind consisting of 78% of the issued share capital of Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, a company incorporated under the laws of Sweden, having its registered office at c/o Ticnet AB, PO Box 6639, SE 113 84 Stockholm, Sweden, and registered with the Bolagsverket under number 556651-1035, which are hereby transferred to and accepted by the Company at their fair market value amounting to eight million eight hundred and eighty-nine thousand six hundred and sixty U.S. Dollars (USD 8,889,660.-).

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence and value has been given to the undersigned notary by a balance sheet as of September 30th, 2008, of Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, prenamed, certified "true and correct" by its management, along with a declaration of free transferability and a declaration certifying the fair market value of the contributed shares, all of which being duly signed by the management of Ticketmaster New Ventures II AB Holdings.

Effective implementation of the contribution

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.à r.l., prenamed, declares that:

- it is the sole full owner of the contributed shares and has the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;

- all further formalities are in course in the country of residence of the company whose shares are contributed, in order to duly carry out and formalize the transfers and to render them effective anywhere and toward any third party.

Sixth resolution

Pursuant to the above resolutions, article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 6. Paragraph 1. Subscribed capital.** The share capital is set at eight million nine hundred and five thousand eight hundred and sixty-eight U.S. Dollars (8,905,868.-USD) represented by eight million nine hundred and five thousand eight hundred and sixty-eight (8,905,868) shares with a par value of one U.S. Dollar (1.- USD) each, all of which are fully paid up."

Seventh resolution

The sole shareholder resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowered and authorized any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Variable rate capital tax exemption request

Since this contribution consists of a contribution in kind of a participation representing 78% of the issued share capital of Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, a company having its effective management seat in the European Union (Sweden) to another company incorporated in the European Union (Luxembourg), the Company refers to article 4-2 of the law dated December 29th, 1971, which provides for capital tax exemption.

Valuation of the corporate capital

For the purpose of registration, the capital of (8,905,868.- USD) is valued at 6,951,735.23 EUR.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at 4,250.- EUR.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the company appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-six novembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.à r.l. (anciennement, Mayfield S.à r.l.), une société constituée selon les lois Luxembourgeoises (Grand-Duché de Luxembourg), ayant son siège social au 560A rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 137.449, représentée par Monsieur Christian DOSTERT, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 novembre 2008.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de "Bradshaw S.à r.l." (ci-après la "Société"), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 139.790, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK en date du 25 juin 2008, publié au Mémorial C numéro 1780 du 18 juillet 2008.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales sans valeur nominale.

III. L'associé unique, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire à acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de changer la dénomination sociale de la Société de sa dénomination actuelle "Bradshaw S.à r.l." en "Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l."

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé de modifier l'article 4 des statuts en conséquence, pour lui donner la teneur suivante:

"La Société a comme dénomination "Ticketmaster Luxembourg Holdco 2, S.à r.l."

Troisième résolution

L'associé unique a décidé de convertir la devise du capital social de la Société de l'Euro en U.S. Dollar en utilisant le taux de change € 1,- = USD 1,2967, le capital social actuel de la Société de douze mille cinq cents Euros (€ 12.500,-) étant par conséquent remplacé par un capital social de seize mille deux cent huit U.S. Dollars (USD 16.208,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales sans valeur nominale, et d'allouer l'apport excédentaire de soixante-quinze cents (USD 0,75) à la réserve légale de la Société, afin d'arrondir le montant du capital social.

Quatrième résolution

L'associée unique a décidé d'établir la valeur nominale des parts sociales de la Société à un U.S. Dollars (USD 1,-) par part sociale.

Cinquième résolution

L'associée unique a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de huit millions huit cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante U.S. Dollars (USD 8.889.660,-) pour le porter de son montant actuel de seize mille deux cent huit U.S. Dollars (USD 16.208,-) à huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit U.S. Dollars (USD 8.905.868,-) par la création et l'émission de huit millions huit cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante (8.889.660) parts sociales nouvelles avec une valeur nominale d'un U.S. Dollar (USD 1,-) par part sociale.

Souscription - Libération

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.à r.l., par son mandataire, déclare souscrire aux huit millions huit cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante (8.889.660) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement pour le montant de huit millions huit cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante U.S. Dollars (USD 8.889.660,-) par apport en nature consistant en 78% du capital social de Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, une société de droit suédois, ayant son siège social à c/o Ticnet AB, PO Box 6639, SE 113 84 Stockholm, Suède, et inscrite au Bolagsverket sous le numéro 556651-1035, qui sont transférées à et acceptées par la Société à leur valeur de marché s'élevant à huit millions huit cent quatre-vingt-neuf mille six cent soixante U.S. Dollars (USD 8.889.660,-).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport a été donnée au notaire soussigné par la production d'un bilan établi au 30 septembre 2008, de Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, prénommée, certifié "véritable et juste" par sa gérance, ainsi que par la production d'une déclaration de libre transférabilité et d'une déclaration attestant de la valeur de marché des parts sociales apportées, lesquelles étant dûment signées par la gérance de Ticketmaster New Ventures II AB Holdings.

Réalisation effective de l'apport

Ticketmaster Luxembourg Holdco 1, S.à r.l., déclare que:

- elle est l'unique propriétaire des parts sociales apportées et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans le pays de résidence de la société apportée, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Sixième résolution

Suite aux résolutions susmentionnées, l'article 6, paragraphe 1, des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 6. Paragraphe 1. Capital souscrit.** Le capital social est fixé à huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit U.S. Dollars (8.905.868,- USD) représenté par huit millions neuf cent cinq mille huit cent soixante-huit (8.905.868) parts sociales d'une valeur nominale d'un U.S. Dollar (1,- USD) chacune, chaque part étant entièrement libérée."

Septième résolution

L'associée unique a décidé de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toute formalité s'y référant (en ce compris, afin d'éviter tout doute, le dépôt et la publications de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Requête en exonération de paiement du droit d'apport proportionnel

Dans la mesure où l'apport en nature consiste dans l'apport d'une participation représentant 78% du capital social souscrit de Ticketmaster New Ventures II AB Holdings, une société ayant son siège de direction effective dans l'Union Européenne à une autre société ayant son siège social dans l'Union Européenne (Luxembourg), la Société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

Evaluation du capital social

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital de 8.905.868, USD est évalué à 6.951.735,23 EUR.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 4.250,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: DOSTERT - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 décembre 2008. Relation GRE/2008/4884. Reçu douze euros 12,- €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 décembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009007106/231/196.

(090004919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Norccron Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.908.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009007169/5770/12.

(090004745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.634.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009007139/220/13.

(090005065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Société Civile Immobilière Promoplan.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg E 2.361.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009007141/220/12.

(090005033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Merina S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 125.713.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009007143/220/12.

(090005054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Mold Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 78.420.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n°53315 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009007159/211/12.

(090004888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Lehman Brothers Merchant Banking Partners IV (Europe) Investors S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 123.633.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009007135/220/13.

(090005073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Les Jardins du Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 345, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 125.541.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2008.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009007251/3560/17.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX11252. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090004395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Geyser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 16.041.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2009007132/220/12.

(090005087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

DS Care S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 135.455.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Paul DECKER

Luxembourg

Notaire

Référence de publication: 2009007127/206/13.

(090005135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.

WP XII Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 117.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 140.798.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2009.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2009007172/242/13.

(090004556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2009.
